

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-10 du 12 mars 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Court of International Trade suspend la demande de remboursement des droits IEEPA

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie annonce le recours à la Réserve stratégique nationale de pétrole pour baisser les prix de l'énergie

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports lance huit projets pilotes pour expérimenter l'intégration des aéronefs de nouvelle génération dans l'espace aérien américain

Industrie

4. Le pôle Entreprises et Innovation participe à la réunion du comité des Conseillers du Commerce extérieur de Floride à Orlando

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les agriculteurs américains sont affectés par la hausse du prix des engrais azotés en lien avec le conflit en Iran

Propriété Intellectuelle

6. L'USTR a publié son rapport annuel sur les marchés notoires de contrefaçons et de contenus pirates

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Court of International Trade (CIT) suspend la demande de remboursement des droits IEEPA

Le 06 mars, la Cour américaine du commerce international a [suspendu](#) l'ordonnance de remboursement des droits IEEPA, annulés par la Cour Suprême le 20 février dernier, après que la douane américaine (CBP) ait [déclaré](#) le jour-même à la Cour qu'elle ne pouvait pas procéder immédiatement aux remboursements, et qu'elle [travaillait](#) à la mise en place d'un processus de remboursement des droits IEEPA. Ce mécanisme pourrait être prêt dans un délai de 45 jours.

Brandon Lord, directeur exécutif des programmes commerciaux de CBP, a toutefois averti que la CBP ne dispose pas de la capacité nécessaire pour identifier et rembourser elle-même chaque expédition admissible. Elle demanderait donc plutôt aux importateurs de déposer des demandes de remboursement, que l'agence vérifierait ensuite avant de les traiter.

B. Lord a indiqué que la CBP avait identifié environ 166 Mds USD de droits IEEPA perçus auprès de plus de 330 000 importateurs, correspondant à 53 millions d'entrées individuelles ;

Pour mémoire, dans une [décision](#) rendue le 4 mars, la CIT avait ordonné le remboursement des droits IEEPA pour l'ensemble des importateurs. Elle ordonne à CBP de liquider ou de reliquider les importations — lorsque la liquidation n'était pas définitive — sans tenir compte des droits fondés sur l'IEEPA [Voir [Brèves sectorielles](#) du 6 mars 2026].

Brèves

- Le 5 mars, le département du Trésor a [délivré](#) une [licence générale](#) de 30 jours, jusqu'au 4 avril, autorisant la vente à l'Inde de pétrole d'origine russe actuellement en transit maritime.
- Une organisation anticorruption a [porté plainte](#) contre Donald Trump et la procureure générale Pam Bondi devant la Cour d'appel fédérale de Washington DC, estimant que l'accord transférant les opérations américaines de TikTok à un groupe d'investisseurs proches de l'administration viole la loi de 2024 votée par le Congrès sur la cession des activités de la plateforme chinoise.

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie annonce le recours à la Réserve stratégique nationale de pétrole pour baisser les prix de l'énergie

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 11 mars que les 32 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avaient accepté à l'unanimité la demande du président Donald Trump de faire baisser les prix de l'énergie grâce à une mise sur le marché coordonnée de 400 millions de barils de pétrole et de produits raffinés, provenant de leurs réserves respectives. Dans ce cadre, le président Donald Trump a autorisé le DoE à procéder à un prélèvement de 172 millions de barils dans la Réserve stratégique de pétrole, à partir de la semaine prochaine. La livraison devrait s'étaler sur environ 120 jours, au rythme de prélèvement prévu. Le DoE précise que : i) le président Trump s'est engagé à protéger la sécurité énergétique des États-Unis en gérant de manière responsable la Réserve stratégique de pétrole, et que cette décision témoigne de cet engagement ; ii) contrairement à l'administration précédente, qui aurait laissé les réserves pétrolières américaines affaiblies, les États-Unis prévoient de reconstituer plus que les volumes prélevés, avec environ 200 millions de barils au cours de l'année prochaine, soit 20 % de plus que la quantité retirée, sans coût pour le contribuable.

Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a annoncé le 11 mars que la vente de concessions pétrolières et gazières offshore BBG2 organisée dans le Golfe du Mexique a généré environ 47 M\$ de dollars d'offres. La vente portait sur 25 blocs couvrant environ 141 000 acres (~ 571 km²). Le DoI précise que cette vente s'inscrit dans la stratégie de l'administration du Président D. Trump visant à accroître la production énergétique offshore, renforcer la sécurité énergétique et soutenir la croissance économique aux États-Unis.
- L'Agence d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 10 mars que les exportations américaines de pétrole brut en 2025 ont diminué de 3 %, pour la première fois depuis 2021, principalement vers l'Europe et l'Asie. Les importations ont baissé davantage, réduisant les importations nettes à 2,2 millions de barils par jour. La production a atteint dans le même temps un record de 13,6 millions b/j, mais une partie est restée dans les stocks nationaux et les raffineries. Les exportations vers le Royaume-Uni, la Chine et Singapour ont

fortement chuté, tandis qu'elles ont augmenté vers l'Inde, le Japon et le Nigéria.

- Le 9 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) la nomination de nouveaux membres au Comité consultatif scientifique sur l'air pur (CASAC). Ce comité, composé d'un président et de six experts issus de divers domaines scientifiques, doit fournir des conseils indépendants et basés sur des preuves pour guider l'EPA dans la protection de la santé humaine et de l'environnement. Les nouveaux membres travailleront sur la révision des normes nationales de qualité de l'air ambiant. Ces membres viennent du milieu médical, des agences environnementales étatiques et de l'industrie.
- Le Département de l'Intérieur (Dol) a [proposé](#) le 6 mars de rétablir les règles de chasse et de piégeage dans les réserves nationales d'Alaska initialement prévues par l'Alaska National Interest Lands Conservation Act (ANILCA), en annulant des modifications adoptées en 2015, 2017 et 2024. Ces changements concernaient certaines pratiques de chasse jugées dangereuses ou contraires aux objectifs de conservation car ciblant les prédateurs. Le Dol indique que la mesure vise à réaligner la réglementation fédérale avec les lois de l'État. Une consultation publique de 30 jours doit s'ouvrir.

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports lance huit projets pilotes pour expérimenter l'intégration des aéronefs de nouvelle génération dans l'espace aérien américain

Le 9 mars, le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, et la Federal Aviation Administration (FAA) ont [annoncé](#) la sélection de huit projets pilotes dans le cadre du programme fédéral d'intégration de la mobilité aérienne avancée « eIPP » (« Advanced Air Mobility and Electric Vertical Takeoff and Landing Integration Pilot Program »).

Ces projets, répartis dans 26 États et associant collectivités locales et industriels du secteur, visent à expérimenter l'exploitation d'aéronefs électriques à décollage vertical (eVTOL), notamment pour le transport de passagers, la logistique ou les interventions d'urgence.

Ce programme fédéral a pour objectif d'accélérer l'intégration de ces nouveaux aéronefs dans l'espace aérien américain, tout en

permettant aux autorités de tester les cadres opérationnels et réglementaires nécessaires à leur déploiement commercial.

Industrie

4. Le pôle Entreprises et Innovation participe à la réunion du comité des Conseillers du Commerce extérieur de Floride à Orlando



Le 9 mars 2026, le pôle Entreprises et Innovation du Service économique régional s'est rendu à Orlando (Floride) pour participer à la réunion du comité des Conseillers du Commerce extérieur de la circonscription Floride et Caraïbes.

Au fil de la séquence, les échanges ont notamment porté, du point de vue des entreprises, sur le conflit actuel en Iran, plus largement au Moyen-Orient, et ses conséquences sur les flux commerciaux, ainsi que sur l'actualité économique liée à la décision de la Cour américaine du commerce international enjoignant la U.S. Customs and Border Protection (CBP) de rembourser les droits imposés en vertu de l'IEEPA, récemment annulés par la Cour suprême des États-Unis. Trois Conseillers du comité ont par ailleurs eu l'occasion de mettre en avant les perspectives de leurs entreprises (Disney, Siemens et The Lux Collective).

Les participants ont également pu bénéficier d'une visite spéciale de la Wind Academy du groupe Siemens, qui forme les personnels en charge de l'exploitation physique et de l'entretien des éoliennes. La journée s'est terminée par la présentation du fleuron français

Dronisos, spécialisé dans le drone de spectacle, ainsi qu'une démonstration de vol d'une centaine de ses drones en formation, le tout dans le cadre exceptionnel d'un vignoble floridien.

Brèves

- Le 10 mars 2026, Volkswagen Group a [publié](#) ses résultats pour 2025 lors de sa conférence de presse annuelle, marqués par un chiffre d'affaires stable à 321,9 Md€, mais un résultat opérationnel en forte baisse à 8,9 Md€, soit -53 % sur un an. Le groupe attribue ce recul notamment aux droits de douane américains, aux coûts liés à l'ajustement de la stratégie de Porsche et à un environnement concurrentiel plus intense. Malgré ces pressions, Volkswagen met en avant un quatrième trimestre solide et prévoit pour 2026 une croissance du chiffre d'affaires comprise entre 0 et +3 %. Le CEO du groupe Oliver Blume, s'est également montré inquiet de l'impact de la situation au Moyen-Orient, une région importante pour leurs marques premium.
- Le 11 mars 2026, Reuters [rapporte](#) que l'assureur américain Chubb sera le principal souscripteur du dispositif d'assurance maritime de 20 milliards de dollars mis en place par la U.S. International Development Finance Corporation (DFC) pour soutenir le transport commercial dans le Golfe. Ce mécanisme public-privé vise à rétablir l'accès à une couverture contre les risques de guerre pour les navires opérant dans la région, alors que la hausse des primes et le retrait de certains assureurs ont fortement réduit l'offre sur le marché. Chubb agira comme chef de file pour structurer et distribuer les couvertures d'assurance, tandis que la DFC apportera un soutien financier afin d'absorber une partie des pertes potentielles et de maintenir les flux maritimes dans cette zone stratégique pour le commerce énergétique mondial.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les agriculteurs américains sont affectés par la hausse du prix des engrais azotés en lien avec le conflit en Iran

Le conflit en cours au Moyen-Orient a largement perturbé le trafic maritime et fait augmenter le prix des hydrocarbures et des engrais azotés au niveau mondial. Cette région est un acteur [majeur](#) du marché

mondial de ces engrais, représentant environ 49% des exportations mondiales d'urée et 30% de celles d'ammoniac.

Les États-Unis ont une exposition limitée en termes d'approvisionnement grâce à leur importante production domestique d'engrais et leur faible dépendance aux importations de la région Golfe. Plus précisément, leur [consommation](#) se compose d'environ 60% d'azote, 25% de potasse et 15% de phosphates, avec une autosuffisance de 82 % pour les engrais azotés, 3% pour les engrais potassiques mais les importations proviennent presque exclusivement du Canada (85%) et 87% pour les engrais phosphatés. Globalement, les États-Unis importent [25%](#) de leurs engrais, principalement du Canada (52%), suivi de la Russie (20%) et de la région du Golfe (10%). Si la disponibilité des engrais n'est pas compromise, les agriculteurs américains restent toutefois sensibles aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux.

Depuis le début des hostilités, le prix de l'urée, aux États-Unis, a [augmenté](#) d'environ 25%, passant de 513\$ la tonne le 27 février à 640\$ le 9 mars. Cette hausse intervient à un moment particulièrement sensible du calendrier agricole, marqué par une forte demande d'engrais avant les semis de printemps (maïs et soja).

Dans une [lettre](#) adressée au président Trump, l'American Farm Bureau Federation ([AFBF](#)) appelle à des mesures pour assurer l'approvisionnement en engrais, notamment la sécurisation du détroit d'Ormuz, la mise en place de mesures pour faciliter l'assurance des navires, ainsi qu'une dérogation temporaire du [Jones Act](#) pour le transport fluvial. Le syndicat propose également d'ajouter plusieurs intrants agricoles aux listes d'exemption de droits de douane et de suspendre temporairement certains droits compensatoires à l'encontre de certains pays (Russie et Maroc).

Aucune décision concrète n'a encore été prise, à ce stade, par l'administration américaine. Toutefois l'USDA a [indiqué](#) suivre l'évolution de la situation et a averti que toute hausse abusive des prix ne serait pas tolérée. Plusieurs élus républicains ont également [évoqué](#) des pistes de réponse, notamment une augmentation de la production nationale d'énergie et d'engrais ou la mise en place d'aides temporaires pour compenser les surcoûts supportés par les agriculteurs.

Cette situation intervient dans un contexte économique déjà difficile pour le secteur agricole américain, marqué par des marges réduites, des coûts de production élevés et une baisse des revenus.

Propriété Intellectuelle

6. L'USTR a publié son rapport annuel sur les marchés notoires de contrefaçons et de contenus pirates

Le Bureau du Représentant au Commerce des Etats-Unis (USTR) a [publié](#) le 3 mars 2026 son rapport annuel sur les marchés notoires de contrefaçons et de contenus pirates. Ce rapport identifie les marchés en ligne et les marchés physiques dans le monde facilitant la diffusion de contrefaçons et de contenus pirates. Ce rapport est réalisé sur la base de 77 [contributions](#) publiques (entreprises, associations, gouvernements) reçues par l'USTR.

L'objectif est à la fois de mettre en lumière les sites Internet et les marchés physiques où il est possible de trouver de manière large des contrefaçons et des produits pirates et également d'inciter des actions appropriées de la part du secteur privé et des gouvernements des pays concernés. Ce rapport n'a pas vocation à imposer des sanctions. Il sert de signal d'alarme pour encourager à l'action afin de réduire le piratage et la contrefaçon. Il ne se veut pas non plus exhaustif.

Pour cette édition 2025, le rapport comporte une section spéciale dédiée au piratage des retransmissions sportives en direct. Le rapport rappelle que le marché mondial des droits de diffusion sportive valait en 2024 environ 62,6 milliards de dollars américains. Les grandes compétitions que sont la Coupe de monde de football, les Jeux Olympiques, les finales de ligues attirent des milliards de spectateurs et génèrent des revenus importants pour les diffuseurs, les ligues, les équipes et les sponsors. Il explique aussi que ces revenus reposent sur la protection des droits d'auteur et des droits voisins, qui permettent aux titulaires des droits de vendre des licences exclusives pour la diffusion. Ces retransmissions sportives illégales représentent aujourd'hui une menace importante et croissante pour les fondements économiques du sport professionnel dans le monde entier. De plus les pirates utilisent des formes diverses de diffusion (sites de diffusion illégale, services illégaux d'IPTV, retransmissions via les réseaux sociaux). Le rapport encourage notamment à une coordination internationale renforcée pour combattre ce phénomène étant donné en particulier la complexité de l'écosystème permettant l'accès à ces contenus pirates.

Pour les marchés en ligne, le rapport identifie une quarantaine de sites Internet dont des sites Internet favorisant la distribution illégale de films, séries télévisées, musique, jeux vidéo, etc... , permettant l'hébergement de fichiers piratés (films, logiciels, musique) ou encore des bibliothèques avec de nombreux contenus illégaux comme des

livres, des articles, des plateformes de e-commerce facilitant le commerce de contrefaçons. Le rapport rappelle que le piratage a coûté en 2019 à l'économie américaine une perte de revenus de 29.2 milliards de dollars américains.

Pour les marchés physiques, une trentaine de marchés physiques répartis dans plusieurs pays dans le monde sont cités. Pour l'Amérique du Nord, les marchés suivants sont pointés du doigt : Pacific Mall à Toronto au Canada et El Santuario, Mercado San Juan de Dios à Guadalajara, Tepito, à Mexico au Mexique.

Finalement la Chine est le pays le plus mentionné dans ce rapport (marchés en ligne et physiques). La répartition géographique globale montre que l'Asie est la partie la plus représentée (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) puis suivent l'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Paraguay, Pérou), l'Europe de l'Est / Eurasie (Kirghizistan, Russie, Ukraine), et le Moyen-Orient (Emirats Arabes Unis, Turquie).

Numérique et innovation

Brèves

- Le 6 mars, la Maison Blanche a [publié](#) la stratégie cyber de l'administration (« President Trump's Cyber Strategy for America »), structurée autour de six priorités : (i) orienter le comportement des adversaires en mobilisant l'ensemble des instruments de l'État, y compris des opérations cyber défensives et offensives et des partenariats avec le secteur privé ; (ii) promouvoir une réglementation jugée plus « de bon sens », en simplifiant les obligations de conformité et en réduisant la charge réglementaire ; (iii) moderniser et sécuriser les réseaux fédéraux, notamment par l'adoption de bonnes pratiques de cybersécurité, de la cryptographie post-quantique, d'architectures « zero trust », de solutions cloud et d'outils fondés sur l'IA ; (iv) renforcer la sécurité des infrastructures critiques et de leurs chaînes d'approvisionnement, notamment en réduisant la dépendance à des fournisseurs issus de pays adversaires ; (v) maintenir la supériorité américaine dans les technologies critiques et émergentes, en particulier dans les domaines de l'IA, du quantique et des infrastructures numériques ; et (vi) développer les talents et les capacités nationales en matière de cybersécurité.

- Le 9 mars, la start-up d'IA Anthropic a [engagé](#) plusieurs actions en justice contre le *Department of War* (DoW) à la suite de sa [désignation](#) comme « risque pour la chaîne d'approvisionnement » (supply chain risk) — qualification habituellement appliquée à des entreprises jugées comme présentant un risque majeur pour la sécurité nationale et jamais utilisée jusqu'ici pour une société américaine — une désignation suivie d'un [appel](#) du président Trump demandant aux administrations fédérales de cesser d'utiliser les technologies d'Anthropic, entraînant [l'abandon](#) de ces outils par certaines agences. L'entreprise conteste le caractère punitif de la mesure, estimant que la loi impose au gouvernement d'adopter les moyens les moins restrictifs pour atténuer les risques liés à ses chaînes d'approvisionnement et invoque une atteinte à la liberté d'expression, demandant aux tribunaux d'annuler les décisions prises par l'administration. Sa démarche a reçu le soutien formel (amicus brief) de plusieurs acteurs, dont des [employés de Google et de OpenAI](#), ainsi que de [Microsoft](#).
- Le 10 mars, Nvidia a [annoncé](#) un partenariat stratégique pluriannuel avec la start-up d'IA Thinking Machines Lab, spécialisée dans des solutions permettant aux entreprises d'adapter des modèles de langage à leurs applications métier. L'accord prévoit le déploiement d'« au moins » 1 gigawatt de puissance de calcul reposant sur la nouvelle génération de puces Nvidia, Vera Rubin, ainsi qu'un investissement « significatif » de Nvidia dans la start-up, dont le montant n'a pas été rendu public mais que la presse estime à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Nvidia avait déjà [participé](#) au premier tour de financement de l'entreprise en juillet 2025 qui avait porté sa valorisation à 10Mds\$.

Santé

Brèves

- Le 3 mars, le *ranking member* de la Commission des Finances du Sénat, Ron Wyden (D – Oregon) et six autres sénateurs démocrates ont [adressé](#) une série de lettres aux dirigeants des entreprises pharmaceutiques AbbVie, Amgen, Boehringer, Bristol Myers Squibb, Genentech, Gilead, GlaxoSmithKline, Johnson & Johnson, Merck, Novartis et Sanofi, leur demandant des informations supplémentaires sur les prix des traitements couverts par les accords conclus entre eux et l'administration

américaine au cours des derniers mois. Les sénateurs s'enquièrent également de ce que sont les prix dits « de la nation la plus favorisée » (prix MFN) pour ces médicaments, et de ce que les programmes Medicaid déboursent effectivement à la suite des accords entre laboratoires et administration. Des demandes similaires avaient été adressées par le sénateur Wyden à Pfizer, AstraZeneca, Novo Nordisk et Eli Lilly à la suite de l'annonce de leurs propres accords avec la Maison Blanche plus tôt en 2025.

- Le 6 mars, le laboratoire pharmaceutique français Servier a [annoncé](#) avoir conclu un accord définitif avec l'entreprise de biotechnologies américaine Day One Biopharmaceutical en vue de l'acquisition de cette dernière pour un montant d'environ 2,5 Md\$. Cette acquisition, qui devrait être réalisée au second trimestre 2026, permettrait à Servier de renforcer son positionnement sur le segment oncologie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)